L'Ukraine redoute une nouvelle offensive russe dans le Donbass

Depuis fin octobre, Moscou aurait massé 100 000 hommes aux frontières du pays. Les mouvements de troupes russes inquiètent à Washington et dans les capitales européennes.

ISABELLE LASSERRE @ilasserre
ENVOYÉE SPÉCIALE À SHYROKYNE (LIGNE DE FRONT)

EUROPE ORIENTALE Les hommes changent, mais pas les fronts. Sept ans déjà que les militaires ukrainiens se relaient pour garder la ligne de contrôle de Shyrokyne, au bord de la mer d'Azov, dans une région ravagée par la guerre en 2014. Depuis son quartier général, établi dans une ancienne colonie de vacances, le général Oleg Gontcharouk et ses hommes surveillent, sur des écrans vidéo, les mouvements de l'ennemi traqués par des caméras. À moins de 2 kilomètres, on les voit aujourd'hui bouger dans les arbres et faire du feu, au bord des tranchées, pour se réchauffer.

De cette station balnéaire, qui, avant la guerre, accueillait 50 000 à 60 000 touristes ukrainiens pendant l'été, il ne reste rien. Ou plutôt que des maisons détruites, éventrées par les tirs de mortier. Des débris mélangés de murs broyés, de meubles cassés, de matelas déchirés. Des parasols en béton abandonnés dans l'herbe, mais qui n'ont pas perdu leurs couleurs vives. Des graffitis : « *Le sang des frères qui sont tombés est signé Vlady* » (Vladimir Poutine). Mais, dans ce bout de Donbass glacial et recouvert de brouillard, deux choses sont restées bien vivantes. Le conflit, qui continue à déstabiliser tout l'est de l'Ukraine, et la détermination des défenseurs ukrainiens, qui ne veulent pas lâcher un pouce de territoire.

Au loin, deux tirs de mortier. La guerre lancée par la Russie de Vladimir Poutine et les séparatistes du Donbass fait moins de bruit qu'en 2014. Moins de victimes, aussi. Mais elle ne s'est jamais arrêtée. Cette année, elle a fait dix morts dans la brigade du général Gontcharouk. Depuis plusieurs semaines, les attaques de drones armés se sont faites de plus en plus fréquentes. Quand le temps le permet, elles ont désormais lieu deux fois par jour. « *Si on part, les Russes avancent et prennent la région en deux heures*, prévient un jeune officier. Il ajoute : *Vous, les Européens, ne laissez pas se faire l'élargissement du monde russe !* »

« Menace permanente »

Car, à nouveau, des bruits de bottes à la frontière font craindre une nouvelle offensive de la Russie. Au printemps dernier déjà, le Kremlin avait massé des équipements et des hommes supplémentaires aux frontières. Il avait depuis rappelé les soldats, mais pas les tanks et le matériel. « *Techniquement, ils sont prêts à une nouvelle guerre depuis le mois de mars. Ils n'ont plus qu'à faire venir les troupes et à s'organiser en formations d'assaut* », commente un haut responsable ukrainien. À en croire les États-Unis, c'est ce qu'ils seraient peut-être en train de faire. Depuis fin octobre, 100 000 hommes auraient été massés aux frontières de l'Ukraine. « *Nous craignons que la Russie commette la grave erreur de tenter de répéter ce qu'elle a entrepris en 2014* », a affirmé Anthony Blinken, le secrétaire d'État américain. Même inquiétude de la part du secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, qui a mis en garde Moscou contre toute nouvelle « *action agressive* » à la frontière, où les mouvements de troupes russes observés lui paraissent « *importants et inhabituels* ». L'Allemagne et la France ont joint leurs voix à ces inquiétudes. Emmanuel Macron, qui a parlé à Vladimir Poutine au téléphone le 15 novembre, a même dit sa « *volonté de défendre l'intégralité territoriale de l'Ukraine* ».

Ce nouveau renforcement à la frontière est sujet à plusieurs interprétations en Ukraine, où les responsables politiques préfèrent pour l'instant minimiser. Certains considèrent qu'il vise à faire pression sur le président ukrainien Volodymyr Zelensky, pour le contraindre à une politique plus favorable à Moscou. Et sur Joe Biden pour qu'il garde ses distances avec l'Ukraine. « *Personne ne pense que le Kremlin s'apprête à déclarer une guerre totale à l'Ukraine. La Russie est un serpent. Elle observe avant d'attaquer. Elle choisira le moment où l'Ukraine sera le plus faible* », commente Volodymyr Ariev, député du parti Solidarité européenne. Concentré sur la guerre de l'énergie et du gaz, mais aussi sur la crise migratoire à la frontière entre la Pologne et la Lituanie, le Kremlin peut-il se permettre d'ouvrir un nouveau front dans la région ?

« *L'objectif de la Russie est de faire peur à l'Ukraine en exerçant une menace permanente dans la région. Les objectifs de Vladimir Poutine, annexer la Crimée et déstabiliser l'Ukraine, sont atteints. Désormais, l'idée est de maintenir les Ukrainiens dans un état d'intranquillité permanente* », analyse la politologue Alexandra Goujon, qui publie *L'Ukraine, de l'indépendance à la guerre* (Éditions Le Cavalier Bleu). Elle ajoute : « *En déstabilisant les frontières de l'Ukraine, le Kremlin cherche aussi l'inversion des responsabilités. Il veut prouver que l'Ukraine, au lieu d'être une victime, est un pays incapable d'assurer sa stabilité.* » À moins que Vladimir Poutine ait l'intention, loin des caméras de télévision braquées à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie, de s'emparer d'un bout de territoire qui lui donne un accès supplémentaire à l'un des enjeux du conflit : l'eau. Comme le dit Volodymyr Ariev : « *Personne, en 2013, ne pensait que la Russie annexerait la Crimée.* » ■

Un militaire ukrainien monte la garde au poste-frontière de Shyrokyne, près de Marioupol, le 26 avril. A. FILIPPOV / AFP

Coupés du reste du pays, les habitants de la région souffrent de ne pouvoir rejoindre leur famille

ANNA DARROMAN
ENVOYÉE SPÉCIALE À MILOVE ET À STANYTSIA LOUHANSKA (DONBASS)

DANS UN PETIT village à l'est de l'Ukraine, la rue de l'Amitié-des-Peuples sépare deux mondes qui auparavant ne faisaient qu'un. D'un côté, 5 800 personnes vivent dans le village ukrainien de Milove. De l'autre, presque le double à Tchertkovo, en Russie. Historiquement, les habitants travaillent, étudient, se marient d'un côté comme de l'autre de la frontière.

Mais en 2014, la division géographique est devenue tangible avec, à 120 kilomètres au sud, le début de la guerre entre Kiev et les groupes séparatistes soutenus et financés par Moscou. En 2018, un grillage hautement surveillé a été installé. La rue vivante accueillant autrefois des vide-greniers réputés est déserte.

Depuis quelques mois, une effervescence inhabituelle est revenue au bout du chemin. Le point de contrôle frontalier, auparavant seulement utilisé par les locaux, devient la principale route vers l'Ukraine pour les résidents des républiques autoproclamées de Donetsk (DNR) et de Louhansk (LNR).

Dans la « zone zéro » entre les deux postes-frontières, Vadim (1) s'impatiente dans son petit utilitaire. Avant la pandémie, ce quinquagénaire chauve et souriant originaire de Donetsk allait rendre visite toutes les semaines à sa mère octogénaire à Marioupol, la ville la plus au sud de la région, en passant par les passages sur la ligne de front. Établis d'abord dans le cadre d'un des cessez-le-feu des accords de Minsk, cinq « *points de contrôle d'entrée-sortie* » démilitarisés ont été pérennisés à mesure que les combats baissaient en intensité sur les quelque 450 kilomètres de la ligne de contact. Deux autres ont été mis en place, mais n'ont jamais fonctionné.

En mars 2020, Kiev a fermé ces points de passage internes en même temps que ses frontières extérieures pour lutter contre la propagation du coronavirus. Les séparatistes lui ont emboîté le pas, sans jamais les rouvrir totalement, officiellement pour la même raison. Le nombre de passages mensuels moyens a chuté de 1,1 million en 2019 à 64 000 de janvier à septembre 2021. Presque autant passent aujourd'hui par Milove chaque mois.

Dans la région de Louhansk, seul le check-point piéton de Stanytsia Louhanska est ouvert. Dans celle de Donetsk, les autorités laissent passer au compte-gouttes deux fois par semaine quelques centaines de personnes à Novotroitske. Dans les deux cas, il faut demander des autorisations de sortie pour motif humanitaire et attendre une réponse pendant plusieurs semaines.

Deux jours de route

Vadim, lui, n'a même pas essayé : « *À quoi bon ?* » Pas question cependant d'arrêter les allers-retours, son dix-huitième depuis mars 2020. « *C'est dur de maintenir le lien quand il faut faire autant de kilomètres, mais il faut bien que quelqu'un s'occupe de ma mère, de la maison, du jardin…* » Avant la guerre, une centaine de kilomètres et une heure de voiture le séparaient d'elle. Maintenant, il faut compter 1 100 kilomètres (un Biarritz-Strasbourg) et au moins deux jours de route dans un sens en comptant l'attente aux deux frontières : entre la république de Donetsk et la Russie, puis entre la Russie et l'Ukraine.

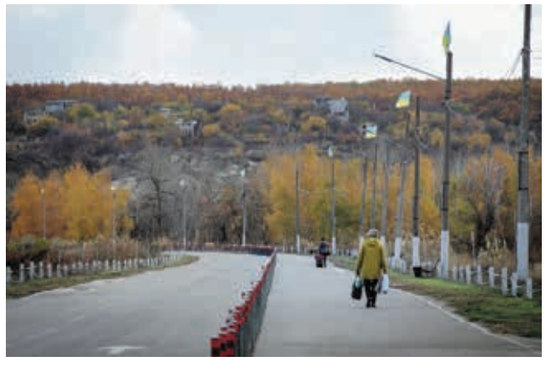
Depuis douze heures, Vadim attend dans une file d'une cinquantaine de véhicules s'allongeant jusqu'à l'extérieur du village. « *Ils bloquent le passage en ne laissant entrer en Fédération de Russie que cinq véhicules par heure* », déplore Tetiana Letoshko, porte-parole des gardes-frontières dans la région. Dans l'autre sens, les voitures circulent plus vite.

« *Covid ou pas, dans tous les cas, les gens traversent. Même si c'est des milliers de kilomètres et que ça coûte cher* », grince Vadim. Il faut débourser au moins 170 euros rien que pour l'essence, dans un pays où le salaire moyen avoisine les 250 euros par mois.

« *Tous les jours on voit des gens qui partent pour de bon, pour s'installer en Ukraine ou même en Europe* », note Rouslan Proudious, un travailleur humanitaire de l'association Right to Protection (R2P), présent tous les jours sur place. « *Ils comprennent que la situation est partie pour durer, et que la famille ne peut pas rester divisée.* »

Inquiet, un quadragénaire l'approche nerveusement pour demander de l'aide. Il doit contester cinq amendes pour entrée illégale sur le territoire ukrainien depuis les territoires non contrôlés. Jusqu'en juillet, Kiev interdisait en effet à ses citoyens de passer par la Fédération de Russie depuis Donetsk ou Louhansk. Mais face à la fermeture des check-points officiels, le gouvernement a en grande partie levé cette interdiction pour des raisons humanitaires. Les gardes-frontières ne mettent qu'une à deux amendes de 56 euros par jour, contre une centaine précédemment.

Mais au-delà du coût du voyage, c'est l'éloignement qui fait le plus souffrir les familles des deux côtés de la ligne de front. Depuis le début de la guerre, 1,5 million de personnes ont rejoint les territoires contrôlés par Kiev. Attendant en silence au volant d'une vieille Peugeot, Ioulia se prend à se demander où elle serait si la guerre n'avait pas eu lieu. « *En 2014, je suis la seule qui est restée à Donetsk* », soupire la cinquantenaire, les traits tirés et le cœur serré. La guerre a achevé son mariage quand son mari est parti s'installer à Marioupol. La brune coquette revient de Kryvyï Rih, ville industrielle à neuf heures de route, où c'était l'anniversaire de son neveu. « *Il avait 12 ans quand la guerre a commencé, maintenant c'est un adulte.* »



Près de Louhansk, seul le check-point piéton de Stanytsia Louhanska *(ici le 19 octobre)* permet de circuler entre l'Ukraine et le Donbass. ANNA DARROMAN

Officiellement, les autorités séparatistes justifient la fermeture par la crise sanitaire. Depuis quelques semaines, une nouvelle vague de Covid fait rage de part et d'autre de la ligne de front. Kiev enregistre quasiment tous les jours un nouveau record de morts, 700 décès en moyenne. En LNR comme en DNR, difficile de connaître la situation épidémique, tant les deux entités sont des « *trous noirs de l'information* », pour reprendre les mots de Reporters sans frontières, mais quelques rapports indépendants font état de nombreux morts et d'hôpitaux débordés.

Ligne de front

Pour Kiev, la fermeture est une décision politique et non guidée par la situation sanitaire. « *Jusqu'à ce que la situation avec le coronavirus et la vaccination sur le territoire de l'Ukraine change, hélas, il n'est pas à l'ordre du jour* » d'ouvrir les points de passage avec l'Ukraine, répond le leader de la DNR, Denis Pouchiline, qui estime que Kiev ment sur ses chiffres.

Depuis le début de la pandémie, les règles du côté des autorités séparatistes ont peu évolué, même lorsque le nombre de cas était au plus bas du côté ukrainien. « *Il y a une volonté claire de contribuer à une rupture du lien social, le fondement du vivre en commun des populations artificiellement séparées par cette ligne de contact* », analyse Ioulia Shukan, maîtresse de conférences en études slaves à l'université Paris-Nanterre. Avant la fermeture, elles continuaient d'avoir des échanges intenses malgré la guerre.

Détruit par des bombardements en 2015 puis refait à neuf en 2019, quoique inconfortable, le pont de Stanytsia Louhanska était le symbole de ses échanges maintenus tant bien que mal. Situé aux portes de Louhansk, il permettait aux habitants d'aller voir de la famille et même parfois de travailler de part et d'autre de la ligne de front. En cette journée froide de fin octobre, seuls quelques chats errants animent le lieu, en plus d'une poignée de travailleurs humanitaires censés aider les voyageurs.

Traînant avec difficulté des sacs d'affaires sur un diable, Nadejda retourne passer l'hiver à Louhansk, depuis sa datcha sans chauffage de Stanytsia. Depuis le décès de son mari, la septuagénaire vit seule, cité séparatiste. « *Je traverse de temps en temps pour aller voir mes enfants, quand ils me laissent passer* », explique-t-elle, montrant du doigt la colline derrière laquelle se cache Louhansk. Début octobre, les autorités de la région ont limité les passages à ses résidents se déplaçant pour un enterrement, pour aider de la famille malade, pour un traitement médical ou des études, sur demande plusieurs semaines à l'avance. Même si cette règle a depuis lors été allégée, il reste de nombreuses limitations. Les résidents de Donetsk, eux, ne peuvent pas emprunter ce chemin.

Ces restrictions constituent une source de stress majeure pour les familles et surtout les personnes âgées, selon les ONG. Avant la pandémie, 65 % des passagers avaient plus de 60 ans, la plupart traversant pour toucher leurs retraites accumulées en Ukraine. Si Kiev a prolongé les cartes de crédit sur lesquelles les retraités peuvent toucher leurs pensions jusqu'au 31 décembre, ils doivent toujours venir chercher l'argent côté contrôlé si quelqu'un ne peut pas le faire pour eux. Mais beaucoup n'entreprennent pas le voyage coûteux pour toucher une retraite à 113 euros en moyenne.

« *On a des personnes âgées des deux côtés de la ligne de contact qui se retrouvent en situation accrue d'isolement* », explique Florence Gillette, chef de la délégation du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en Ukraine. L'organisation a mis en place un service de réunification familiale de plus en plus prisé, avec environ 150 rapatriements depuis le début de l'année de personnes parmi les plus vulnérables.

Convois militaires

« *Partir, mais pour aller où ? Mes enfants ont déjà refait leur vie et il n'y a pas de logement adéquat pour moi.* » Comme beaucoup, pour survivre, Nadejda se résout au statu quo. Sur le pont entouré de champs de mines et de maisons détruites, la vieille dame en est sûre : à 70 ans, elle ne verra pas la fin de guerre. Depuis le début du conflit, 13 000 personnes ont été tuées, selon l'ONU.

Si les combats ne sont pas aussi meurtriers qu'en 2014-2015, les tensions sont au plus haut depuis avril, quand la Russie a massé des milliers de soldats aux frontières ukrainiennes sous prétexte de simples exercices. Ces derniers jours, des vidéos diffusées sur les réseaux sociaux montrent à nouveau des trains et des convois de camions militaires russes transportant des chars et des missiles près du territoire ukrainien. Les Occidentaux ont mis en garde Moscou.

À Milove comme à Stanytsia, quand on demande aux résidents des territoires aux mains des séparatistes s'ils ont peur d'une nouvelle invasion, la plupart répondent avec un haussement d'épaules. « *Vous savez, avec tout ce qu'on a vécu, on n'a plus peur de rien* », sourit tristement Nadejda. ■

(1) Le prénom a été modifié.

> Il y a une volonté claire de contribuer à une rupture du lien social, le fondement du vivre en commun des populations artificiellement séparées par cette ligne de contact
>
> IOULIA SHUKAN, MAÎTRESSE DE CONFÉRENCES EN ÉTUDES SLAVES À L'UNIVERSITÉ PARIS-NANTERRE

Kiev recherche alliés désespérément

LES UKRAINIENS attendent Emmanuel Macron comme Vladimir et Estragon attendaient Godot dans la pièce de Beckett. Pas un diplomate, pas un responsable ukrainien qui n'entame la conversation par la visite du président français, promise depuis deux ans, plusieurs fois reportée, et aujourd'hui mise entre parenthèses par la campagne électorale française et les provocations de Vladimir Poutine dans l'ancien espace soviétique.

À Paris, on considère en effet qu'il est difficile de faire une visite à Kiev sans passer par le Kremlin, pour ne pas froisser Vladimir Poutine. « *On nous dit qu'elle est toujours à l'agenda. Mais en tant que haut fonctionnaire, je sais que si l'administration française travaillait sur cette visite, je m'en serais aperçu ! Paris a lié les deux déplacements, Kiev et Moscou. L'Élysée ne regarde l'Ukraine qu'à travers le prisme russe. Mais tant que la France nous placera au centre de sa relation avec la Russie, les choses n'avanceront pas* », résume un haut responsable ukrainien. La dernière visite d'un chef d'état français à Kiev remonte à 1998 et à Jacques Chirac…

La déception est d'autant plus grande que les Ukrainiens sont allés de déconvenues en déconvenues avec Joe Biden, venu six fois en Ukraine avant d'être président et en qui ils avaient placé beaucoup d'espoirs. Volodymyr Zelensky, dont le pays est amputé de sa Crimée et toujours en guerre dans le Donbass, a attendu six mois le coup de téléphone du nouveau président. Et quand il a enfin eu lieu, nombre d'illusions se sont envolées. Les Américains n'ont pas voulu mettre leur poids dans le processus de Normandie pour le sortir du coma. Ils ont refusé de discuter de l'entrée de l'Ukraine dans l'Otan. Mais surtout, ils ont désavoué Kiev et changé la politique américaine en donnant leur feu vert à la poursuite du gazoduc Nord Stream 2, qui doit relier Moscou à Berlin en contournant l'Ukraine. « *La priorité de Biden était de travailler à la réconciliation transatlantique et de réparer la relation avec l'Allemagne, fortement endommagée par Donald Trump. Nord Stream 2 était le prix à payer* », résume avec amertume un responsable ukrainien.

Soutien d'Ankara

À Kiev, le changement de pied américain a provoqué un choc similaire à celui de la rupture du contrat des sous-marins australiens avec la France. « *C'est une trahison qui aura d'importantes conséquences stratégiques pour l'Ukraine. On s'attendait à une américanisation de l'Allemagne et on a eu une germanisation de l'Amérique* », regrette un économiste. Aujourd'hui encore, il n'y a toujours pas d'ambassadeur américain à Kiev. Pas même un nom mis en avant pour faire patienter… Bref, derrière les sourires et les liens politiques et militaires qui suivent leur cours, trop de mots, pas assez d'actions et encore moins de preuves : c'est le bilan provisoire de la politique ukrainienne de Joe Biden. « *Les États-Unis ne peuvent pas abandonner l'Ukraine et la Géorgie, car ils veulent montrer qu'ils sont fiables. Mais ils ne peuvent pas non plus risquer une confrontation majeure avec la Russie. Ils ont donc choisi un positionnement intermédiaire, en attendant le retour de la Russie dans le giron de l'Occident* », explique l'expert du Valdai Club Dmitry Suslov, dans une conférence organisée par l'Ifri. En attendant Godot, encore…

Treize ans déjà ont passé depuis le sommet de l'Otan à Bucarest qui avait réaffirmé la vocation transatlantique de l'Ukraine et de la Géorgie. Et même si tout est loin d'être parfait, même si la corruption n'a pas été éradiquée, même si la lutte contre les oligarques est exercée par le pouvoir de manière sélective, l'Ukraine a fait des progrès et entamé ses réformes. La population est toujours en grande majorité favorable à l'intégration dans l'Otan, une ligne rouge pour le Kremlin. « *Mais les pays de l'Alliance, eux, y sont encore moins favorables aujourd'hui qu'hier* » constate Alyona Getmanchuk, la directrice du think-tank New Europe Center. Quant aux Européens, empêtrés dans leurs divisions, ils ne sont guère pressés d'envisager un rapprochement avec l'Ukraine. Surtout la France et l'Allemagne, les deux puissances du continent. « *Nous devons survivre jusqu'à ce que la France et l'Allemagne changent de position et réalisent ce qui se passe vraiment avec la Russie. Le jour où elles adouciront leurs positions, les pays sceptiques suivront. Je sais que ce n'est pas facile, car la Russie et l'URSS ont investi pendant des décennies dans leurs relations avec Paris et Berlin. Nous, les Ukrainiens, nous n'existions pas. Mais Paris et Berlin doivent accepter que nous sommes là et que nous sommes européens, pas russes* », commente le haut responsable ukrainien.

Alors, en attendant, Kiev se tourne vers d'autres alliés, moins naturels que l'Europe. Vers la Turquie d'abord, qui a refusé de reconnaître l'annexion de la Crimée, où vivent des Tatars, peuple d'origine turque. « *Pour contrer l'attitude agressive de la Russie dans la région, on ne peut pas se mettre la Turquie à dos. Sans le soutien d'Ankara dans la mer Noire, le sujet de la Crimée deviendrait encore plus difficile* », explique Daria Kaleniuk, la directrice du Centre anticorruption de Kiev.

Investissements chinois

Plus généralement, elle considère que l'Ukraine « *n'est pas en position de choisir ses partenaires* ». Surtout quand, comme la Turquie, ces partenaires fournissent des armes à l'Ukraine, notamment des drones armés. Paris, qui entretient des relations très mauvaises avec Ankara, ne voit pas toujours ce rapprochement d'un bon œil. « *Mais donnez-nous des armes françaises et nous n'aurons plus besoin de l'équipement turc ! Moscou viole chaque jour les accords de Minsk, nous attaque quotidiennement avec des drones armés dans le Donbass, et l'Allemagne et la France voudraient nous empêcher d'en utiliser !* », s'insurge Oleksiy Haran, chercheur de la Democratic Initiative Foundation. Il fait référence aux « *préoccupations* » de Berlin et de Paris après la première utilisation, fin octobre, d'un drone de combat turc par la partie ukrainienne. « *Aucun pays ne veut nous vendre des drones depuis que la Russie nous a déclaré la guerre. Car ils cèdent aux menaces de Vladimir Poutine et de Serguei Lavrov. La Turquie, elle, n'a pas peur de la Russie. Pourquoi devrions-nous refuser ?* », demande un haut diplomate. Kiev a aussi entrouvert ses portes à la Chine, qui investit dans l'industrie de défense.

Malgré ces chemins de traverse, l'Ukraine garde pourtant le cap sur ses grands objectifs. De la même manière qu'elle n'a pas lâché le combat de Nord Stream 2, qu'elle aimerait faire bloquer par le Congrès américain et par les directives européennes, son horizon est toujours l'Alliance atlantique et l'Union européenne. L'agression russe en 2014 a encore dopé l'enthousiasme des Ukrainiens vis-à-vis de l'Alliance atlantique. « *On ne changera pas la géographie de l'Ukraine* », prévient Igor Zhovkva, le conseiller diplomatique du président. Pour assurer sa sécurité, le pays a selon lui quatre options : l'intégration à l'Otan et à l'UE ; un accord de sécurité bilatéral avec les États-Unis ; un statut de neutralité ; une augmentation drastique de ses capacités de défense, afin d'être en mesure de pouvoir compter sur ses propres forces. « *C'est la première solution que nous préférons* », poursuit Igor Zhovkva. Et c'est aussi celle que devrait selon lui envisager la France, qui veut faire de l'autonomie stratégique européenne une priorité de sa présidence de l'UE. « *Comment, en effet, parler de défense européenne sans s'intéresser à l'Ukraine ?* »

Un jour, assurent les dirigeants ukrainiens, « *les circonstances changeront* ». Comme elles ont changé pour les anciens pays de l'est, qui ont dû frapper fort et longtemps avant d'être admis dans l'UE. Encore faut-il que d'ici là, l'Alliance atlantique et l'Union européenne aient réussi à consolider leurs fondations. ■ I. L.